



Programme « Citoyens, Égalité, Droits et Valeurs » (CERV)

Appel à propositions

Jumelage de villes
(CERV-2026-CITIZENS-TOWN-TT)

Version 1.0
28 avril 2026



HISTORIQUE DES MODIFICATIONS			
Version	Date de publication	Modification	Page
1.0	28/04/2026	▪ Version initiale.	
		▪	
		▪	
		▪	



AGENCE EXECUTIVE EUROPÉENNE POUR L'ÉDUCATION ET LA CULTURE (EACEA)

EACEA.B – Créativité, citoyens, valeurs de l'UE et opérations conjointes
EACEA.B.3 – Citoyens et valeurs de l'UE

APPEL À PROPOSITIONS

TABLE DES MATIÈRES

0. Introduction.....	5
1. Contexte	6
2. Objectifs — Thèmes et priorités — Activités pouvant bénéficier d'un financement — Impact attendu.....	7
Objectifs	7
Thèmes et priorités (champ d'application)	8
Activités éligibles à un financement (champ d'application)	8
Impact attendu	9
3. Budget disponible.....	10
4. Calendrier et échéances.....	10
5. Admissibilité et documents	11
6. Conditions d'éligibilité.....	12
Participants éligibles (pays éligibles).....	12
Composition du consortium	14
Activités éligibles	14
Localisation géographique (pays cibles)	15
Durée.....	15
Budget du projet (montant maximal de la subvention).....	15
Éthique et valeurs de l'UE	15
7. Capacité financière et opérationnelle et exclusion	16
Capacité financière	16
Capacité opérationnelle	17
Exclusion.....	17
8. Procédure d'évaluation et d'attribution.....	18
9. Critères d'attribution.....	19
10. Cadre juridique et financier des conventions de subvention	20
Date de début et durée du projet.....	20
Étapes clés et livrables.....	20
Forme de la subvention, taux de financement et montant maximal de la subvention.....	21
Catégories budgétaires et règles d'éligibilité des coûts	21
Modalités de déclaration et de paiement.....	22
Garanties de préfinancement	22

Certificats	23
Régime de responsabilité en matière de recouvrement.....	23
Dispositions relatives à la mise en œuvre du projet	23
Autres spécificités.....	23
Non-respect et rupture de contrat.....	23
11. Comment déposer une demande.....	23
Utilisation de l'intelligence artificielle (IA) dans les propositions	24
12. Aide.....	25
Contact.....	25
13. Important	26

0. Introduction

Il s'agit d'un appel à propositions pour **des subventions d'action** de l'UE dans le domaine de l'engagement et de la participation des citoyens, dans le cadre du **programme «Citoyens, égalité, droits et valeurs» (CERV)**. Le cadre réglementaire de ce programme de financement de l'UE est défini dans :

- le règlement 2024/2509 ([règlement financier de l'UE](#))¹
- l'acte de base (règlement CERV [2021/692](#))².

L'appel est lancé conformément au [programme de travail 2026-2027](#)³ et sera géré par **l'Agence exécutive européenne pour l'éducation et la culture (EACEA)** (« l'Agence »). L'appel porte sur le **thème** suivant :

- **CERV-2026-CITIZENS-TOWN-TT — Jumelage de villes**

Nous vous invitons à lire attentivement la **documentation relative à l'appel**, et en particulier le présent document d'appel, le modèle de convention de subvention, le [manuel en ligne du portail « EU Funding & Tenders »](#) et l'[AGA \(convention de subvention annotée\)](#) de l'UE.

Ces documents apportent des précisions et répondent aux questions que vous pourriez vous poser lors de la préparation de votre dossier de candidature :

- le document d'appel à candidatures présente :
 - le contexte, les objectifs, le champ d'application, les activités pouvant être financées et les résultats attendus (sections 1 et 2)
 - le calendrier et le budget disponible (sections 3 et 4)
 - conditions d'admissibilité et d'éligibilité (y compris les documents obligatoires ; sections 5 et 6)
 - critères de capacité financière et opérationnelle et d'exclusion (section 7)
 - procédure d'évaluation et d'attribution (section 8)
 - critères d'attribution (section 9)
 - dispositions juridiques et financières des conventions de subvention (section 10)
 - comment déposer une demande (section 11)
- le manuel en ligne présente :
 - les procédures d'enregistrement et de soumission des propositions en ligne via le portail « EU Funding & Tenders » (« le portail »)
 - des recommandations pour la préparation de la candidature
- l'AGA — la convention de subvention annotée contient :

1 le règlement (UE, Euratom) 2024/2509 du Parlement européen et du Conseil du 23 septembre 2024 portant règlement financier applicable au budget général de l'Union (refonte) (JO L, 2024/2509, 26.9.2024).
2 Règlement (UE) 2021/692 du Parlement européen et du Conseil du 28 avril 2021 établissant le programme «Citoyens, égalité, droits et valeurs» (JO L 156 du 5.5.2021).
3 Décision d'exécution C(2025) 8076 de la Commission du 1er décembre 2025 relative au financement du programme «Citoyens, égalité, droits et valeurs» (CERV) et à l'adoption du programme de travail pour la période 2026-2027.

- annotations détaillées sur toutes les dispositions de la convention de subvention que vous devrez signer pour obtenir la subvention (*y compris l'éligibilité des coûts, le calendrier des paiements, les obligations accessoires, etc.*).

Nous vous encourageons également à consulter le [portail des possibilités de financement et d'appels d'offres](#) ainsi que la liste des projets financés précédemment.

1. Contexte

Le programme «Citoyens, égalité, droits et valeurs» finance l'engagement citoyen, l'égalité pour tous et la mise en œuvre des droits et des valeurs de l'UE. Ce programme regroupe l'ancien programme «Droits, égalité et citoyenneté» et le programme «L'Europe pour les citoyens»⁽⁴⁾.

Ce programme favorise les échanges entre personnes de pays, de cultures, de genres et de milieux socio-économiques différents, renforce la compréhension mutuelle et la tolérance, et leur offre la possibilité d'élargir leurs horizons et de développer un sentiment d'appartenance et d'identité européennes grâce à des projets de « jumelage de villes et de réseaux de villes ».

Les projets de jumelage de villes visent notamment à promouvoir les échanges entre les citoyens de différents pays afin de renforcer la compréhension mutuelle et la tolérance, et de leur donner l'occasion d'élargir leurs horizons et de développer un sentiment d'appartenance et d'identité européennes. Tout en conservant une approche ascendante, l'appel à propositions relatif au jumelage de villes offre la possibilité de mettre l'accent sur les priorités de l'UE couvertes par d'autres volets du programme. Cela signifie, par exemple, améliorer la connaissance au niveau local de la Charte des droits fondamentaux de l'UE, y compris les droits des enfants et les droits découlant de la citoyenneté européenne, ou développer les connaissances et partager les bonnes pratiques sur les avantages de la diversité et de l'égalité entre les femmes et les hommes, et encourager la participation des citoyens, y compris des enfants, à la vie démocratique. Enfin, le [prix des « Capitales européennes de l'inclusion et de la diversité »](#) reconnaîtra le rôle que jouent les villes et les autorités locales dans la promotion de la diversité et de l'inclusion, et le [prix « Access City »](#) récompensera les villes de l'UE qui déploient des efforts exceptionnels pour devenir accessibles aux personnes handicapées.

Le présent appel à propositions vise à soutenir les initiatives politiques suivantes : [le plan d'action pour la démocratie européenne](#), [la stratégie de lutte contre le racisme \(2026-2030\)](#), [le cadre stratégique de l'UE pour l'égalité, l'inclusion et la participation des Roms \(2020-2030\)](#), la promotion de la diversité et de l'inclusion (la plateforme de l'UE [des chartes de la diversité](#)), [la stratégie visant à renforcer l'application de la Charte des droits fondamentaux dans l'UE](#), [le rapport 2020 sur la citoyenneté de l'UE](#), [la feuille de route pour les droits des femmes](#) et [la stratégie pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2026-2030](#), [la stratégie pour l'égalité des personnes LGBTQ+ \(2026-2030\)](#), [la stratégie pour les droits des personnes handicapées \(2021-2030\)](#), [la stratégie de l'UE sur les droits de l'enfant](#), [le paquet sur la citoyenneté de l'UE](#), la recommandation sur des élections inclusives et résilientes, dans le cadre [du «paquet Défense de la démocratie»](#), et [le Bouclier européen pour la démocratie \(2025\)](#), qui reconnaît que des citoyens engagés et autonomes ainsi qu'une société civile active constituent l'épine dorsale de la démocratie. Il est essentiel pour la qualité de nos processus démocratiques de garantir un environnement positif, inclusif et sûr, qui permette aux candidats politiques de se lancer et de rester en politique, et aux élus ou aux titulaires de fonctions publiques d'exercer leurs responsabilités en toute sécurité. Il est également crucial de [renforcer la résilience des processus électoraux](#), y compris au niveau local. La promotion de l'éducation à la citoyenneté, notamment en matière de médias, de culture numérique et d'esprit critique, renforce la prise de conscience des risques et des menaces et donne aux citoyens de tous âges et de toutes les communautés les moyens de s'y retrouver dans l'environnement informationnel, d'accéder à des informations fiables, d'exercer leurs droits démocratiques et de s'engager dans les processus démocratiques. Promouvoir l'engagement des citoyens dans la vie démocratie, grâce au soutien apporté aux outils

4 Règlement (UE) n° 1381/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 établissant le programme «Droits, égalité et citoyenneté» pour la période 2014-2020 (JO L 354 du 28.12.2013, p. 62). Règlement (UE) n° 390/2014 du Conseil du 14 avril 2014 établissant le programme «L'Europe pour les citoyens» pour la période 2014-2020 (JO L 115 du 17.4.2014, p. 3)

participatifs et délibératifs, est également nécessaire pour renforcer l'appropriation, l'autonomisation et la confiance du public. Afin de relever les défis croissants tels que la fragmentation sociale, l'isolement numérique et la perte de confiance dans les institutions publiques, la Commission encouragera les approches favorisant le renforcement des communautés. En collaboration avec les autorités locales et les réseaux à travers l'UE – y compris le Réseau européen des conseillers locaux –, la Commission encouragera et soutiendra les initiatives locales qui rassemblent des personnes d'âges et d'horizons différents et renforcent les liens locaux et les espaces publics inclusifs, notamment par le sport, la musique, la narration et la collaboration, dans le but de promouvoir le dialogue démocratique, la participation intergénérationnelle et l'engagement communautaire dans la vie démocratique.

2. Objectifs — Thèmes et priorités — Activités pouvant bénéficier d'un financement — Impact attendu

Objectifs

Cet appel vise à favoriser les échanges entre les citoyens de différents pays, notamment par le biais du jumelage de villes, afin de leur faire découvrir concrètement la richesse et la diversité du patrimoine commun de l'Union et de leur faire prendre conscience que celles-ci constituent le fondement d'un avenir commun.

Plus précisément :

- promouvoir les échanges entre les citoyens de différents pays ;
- permettre aux citoyens de découvrir concrètement la richesse et la diversité du patrimoine commun de l'Union et de prendre conscience que celles-ci constituent le fondement d'un avenir commun ;
- donner aux citoyens de tous âges et de toutes les communautés les moyens de s'orienter dans l'environnement de l'information, d'accéder à des informations fiables, d'exercer leurs droits démocratiques et de s'engager dans les processus démocratiques ;
- renforcer la résilience des processus électoraux, y compris au niveau local, qui sont essentiels pour permettre aux citoyens de participer de manière significative à la vie politique, de choisir leurs représentants et d'exercer pleinement leurs droits et libertés ;
- promouvoir l'engagement des citoyens dans la vie démocratique, en soutenant les outils participatifs et délibératifs afin de renforcer l'appropriation, l'autonomisation et la confiance du public ;
- garantir des relations pacifiques entre les Européens et assurer leur participation active au niveau local ;
- promouvoir un environnement positif, inclusif et sûr, qui permette à tous les candidats politiques de se lancer et de rester en politique, et aux élus ou aux titulaires de fonctions publiques d'exercer leurs responsabilités en toute sécurité, y compris au niveau local ;
- renforcer la compréhension mutuelle et l'amitié entre les citoyens européens ;
- encourager la coopération entre les municipalités et l'échange de bonnes pratiques, notamment en matière de gouvernance participative, d'engagement citoyen et de promotion d'environnements inclusifs et exempts de discrimination pour tous ;
- soutenir la bonne gouvernance locale et
- renforcer le rôle des autorités locales et régionales dans le processus d'intégration européenne et dans la promotion de la résilience sociétale et de la participation démocratique au niveau local.

Les projets de jumelages de villes devraient s'inscrire dans une nouvelle vision de l'Europe, être axés sur les citoyens, promouvoir l'égalité, être exempts de toute forme de violence, tournés vers l'avenir, constructifs et plus attrayants, en particulier pour les enfants et la jeune génération. Ces projets peuvent s'appuyer sur les résultats de consultations citoyennes et déboucher sur des débats concernant les moyens concrets de créer une Union plus démocratique, de permettre aux citoyens de se réengager envers l'UE et de développer un sentiment d'appropriation plus fort du projet européen.

Thèmes et priorités (champ d'application)

Le programme CERV contribue à promouvoir le dialogue interculturel en réunissant des personnes de nationalités et de langues différentes et en leur offrant la possibilité de participer à des activités communes. Dans ce contexte, les projets de jumelage de villes permettront de mieux faire connaître la richesse de l'environnement culturel et linguistique européen et de favoriser la compréhension et le respect mutuels, contribuant ainsi au développement d'une identité européenne respectueuse, dynamique et multiforme, ainsi qu'au respect des valeurs communes, de l'égalité, de la démocratie et des droits fondamentaux.

Compte tenu de cet objectif général, les projets peuvent porter sur les priorités suivantes (la liste n'est pas exhaustive) :

- Favoriser la citoyenneté active et la participation démocratique au niveau local, notamment par le biais d'actions menées dans le cadre du Bouclier européen pour la démocratie, telles que le renforcement du réseau des élus locaux, la promotion de la participation des citoyens et des jeunes, ainsi que des initiatives visant à encourager l'engagement démocratique grâce à des outils participatifs et délibératifs ; Promouvoir l'inclusion, l'égalité et le respect de la diversité, notamment en luttant contre le racisme et en soutenant l'autonomisation et la visibilité des personnes et des communautés victimes de discrimination raciale ou ethnique ;
- Sensibiliser aux valeurs, aux droits et aux normes démocratiques de l'UE ;
- Renforcer la résilience sociale et relever les défis locaux, notamment en encourageant l'engagement communautaire, en améliorant la culture médiatique et numérique, et en renforçant la résilience des processus électoraux, y compris au niveau local ;
- Soutenir les actions communautaires visant à prévenir et à sensibiliser à la violence, y compris la violence domestique et la violence à l'encontre des enfants, et promouvoir des approches inclusives du bien-être local ;
- Encourager la participation culturelle et la préservation du patrimoine ;
- Favoriser l'accessibilité pour les personnes handicapées et les initiatives de participation en vue d'une pleine inclusion dans la société et l'économie sur un pied d'égalité avec les autres.

Activités pouvant bénéficier d'un financement (champ d'application)

Les activités liées au jumelage peuvent notamment inclure :

- des ateliers,
- des séminaires,
- des conférences,
- des activités de formation,
- des réunions d'experts,
- des activités de sensibilisation,
- des événements culturels, festivals, expositions,
- la collecte et analyse de données (ventilées par âge et par sexe),
- l'élaboration, échange et diffusion de bonnes pratiques entre les autorités publiques et les organisations de la société civile, élaboration d'outils de communication et utilisation des réseaux sociaux.

Parmi les exemples de la liste ci-dessus, on peut citer les deux activités suivantes :

- Promotion de méthodes nouvelles et pertinentes, y compris des outils participatifs et délibératifs permettant de s'impliquer dans les débats démocratiques et l'élaboration des politiques publiques, d'enrichir les délibérations et de renforcer la démocratie représentative fondée sur les élections.
- Recours à des outils numériques innovants et à des approches participatives pour favoriser l'engagement des citoyens dans la vie démocratique, notamment par le biais de plateformes numériques locales et des solutions technologiques civiques qui complètent les échanges en présentiel et favorisent une participation inclusive.

La perspective de l'égalité entre les femmes et les hommes doit être prise en compte lors de la conception et de la mise en œuvre des activités du projet, afin de garantir qu'elles soient accessibles aux femmes et aux hommes dans des conditions d'égalité, et que les uns comme les autres puissent y participer.

La conception et la mise en œuvre des projets doivent favoriser l'intégration de l'égalité entre les femmes et les hommes et de la non-discrimination dans le cadre des activités prévues. Par exemple, les candidats doivent réaliser et inclure dans leur proposition une [analyse de genre](#) portant sur les thèmes abordés par les activités du projet. Cela peut aider à replacer dans leur contexte les expériences et les besoins des Européens, quel que soit leur genre. Cela permet également de mettre en évidence les différents impacts que le projet et ses activités pourraient avoir sur les femmes et les hommes, ainsi que sur les filles et les garçons, dans toute leur diversité. À cette fin, les candidats sont encouragés à consulter les questions clés répertoriées sur le « [site web](#) de l'EIGE » lorsqu'ils réalisent leur analyse de genre. Cette analyse pourrait contribuer à éviter tout effet négatif involontaire de l'intervention sur l'un ou l'autre des sexes (approche « ne pas nuire ») ⁵ .

Les candidats sont tenus de concevoir et de mettre en œuvre leurs activités de communication et de diffusion en tenant compte de la dimension de genre. Cela implique notamment l'utilisation d'un langage non sexiste. Il en va de même pour la conception et la mise en œuvre des activités de suivi et d'évaluation. Les propositions qui intègrent une perspective de genre dans l'ensemble de leurs activités seront considérées comme étant de meilleure qualité.

Si le projet est de très petite envergure et se limite à un seul type d'activité, comme par exemple des manifestations culturelles, la réflexion sur la perspective de genre peut être adaptée à la portée de votre projet.

Les projets impliquant des enfants doivent veiller à ce que les droits de ces derniers, notamment leur droit d'être entendus et de participer⁽⁶⁾, soient respectés. Les activités de ces projets doivent garantir que les mesures prises sont adaptées aux besoins spécifiques des enfants en fonction de leur âge et de leur sexe. À titre de bonne pratique, les organisations qui travaillent déjà avec des enfants pourraient les consulter sur la proposition de projet et inclure des réflexions ou des références à ce processus dans leurs candidatures. La voix des enfants peut également être prise en compte, sur la base d'une participation directe et de consultations, ainsi que des rapports et documents disponibles rendant compte de leurs opinions et de leurs besoins.

L'accessibilité pour les personnes handicapées doit être garantie dès la conception et la mise en œuvre du projet. Tous les livrables, y compris les événements, les déplacements, les documents et les supports de communication, devront respecter les exigences en matière d'accessibilité en ligne et prévoir, si nécessaire, divers moyens pour répondre aux besoins des personnes présentant différents types de handicaps. Il convient également de veiller à l'inclusion et à la participation effective des personnes victimes de racisme et de discrimination raciale, en s'assurant que leurs expériences et leurs points de vue soient pris en compte dans la conception et la mise en œuvre du projet.

Impact attendu

- Renforcement de la compréhension mutuelle et de l'amitié entre les citoyens au niveau local ;
- De meilleures opportunités pour les citoyens de découvrir et d'apprécier la valeur ajoutée de l'UE grâce à une approche locale et communautaire ;

⁵ Pour plus d'informations, voir la section Éthique et valeurs de l'UE.

- Un sentiment accru d'appartenance à l'UE, notamment grâce à un dialogue démocratique renforcé, à une participation intergénérationnelle et à un engagement communautaire dans la vie démocratique, à un recours accru aux outils participatifs et délibératifs pour prendre part aux débats démocratiques et à l'élaboration des politiques publiques, ce qui enrichit les délibérations et renforce la démocratie représentative fondée sur les élections ; une autonomisation accrue des citoyens leur permettant de s'y retrouver dans l'environnement informationnel et d'accéder à des informations fiables, ce qui réduit la fragmentation sociale, l'isolement numérique et la perte de confiance dans les institutions publiques ;
- Des liens durables entre les municipalités et entre les citoyens, favorisant les approches de renforcement de la communauté, consolidant la démocratie locale, l'inclusion et les approches participatives, y compris l'engagement des citoyens dans la vie démocratique ;
- Renforcement de la coopération transfrontalière sur des questions pratiques similaires de participation démocratique entre les municipalités et entre les citoyens, allant au-delà des échanges culturels ;
- Une efficacité accrue des politiques de prévention au niveau local visant à prévenir la violence domestique et la violence à l'encontre des enfants⁷ ;
- Une meilleure intégration des communautés marginalisées, des groupes défavorisés et des groupes exposés à la discrimination ;
- Une meilleure accessibilité pour les personnes handicapées et une meilleure intégration au sein de la communauté ;
- Une participation accrue des citoyens à des activités et organisations culturelles inclusives et enrichissantes, ainsi qu'un contact accru des citoyens avec le riche patrimoine culturel européen, en particulier pour les personnes appartenant à des communautés défavorisées et marginalisées ou à des groupes exposés à la discrimination, ainsi que pour les enfants.

3. Budget disponible

Le budget estimé disponible pour l'appel à projets est de **6 000 000 EUR**.

Des informations budgétaires spécifiques par thème figurent dans le tableau ci-dessous :

Thème	Budget par thème
1 — CERV-2026-CITIZENS-TOWN-TT	6 000 000 EUR

Nous nous réservons le droit de ne pas attribuer la totalité des fonds disponibles en fonction des propositions reçues et des résultats de l'évaluation.

4. Calendrier et dates limites

Calendrier et dates limites (à titre indicatif)	
Ouverture de l'appel :	6 mai 2026
<u>Date limite de soumission :</u>	<u>23 septembre 2026 – 17 h 00 CET</u> <u>(Bruxelles)</u>

⁷ Article 24 - Les droits de l'enfant | Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne, Comité des droits de l'enfant des Nations unies - Observation générale 2009

Évaluation :	septembre 2026-février 2027
Informations sur les résultats de l'évaluation :	mars 2027
Signature de l'AG :	juin 2027

5. Recevabilité et documents

Les propositions doivent être soumises avant la **date limite de l'appel** (voir le calendrier, section 4).

Les propositions doivent être soumises **par voie électronique** via le système de soumission électronique du portail «Financement et appels d'offres» (accessible via la page «Thèmes» dans la rubrique [«Rechercher des financements et des appels d'offres»](#) de la section [«Appels à propositions»](#)). Les soumissions sur papier ne sont PAS acceptées.

Les propositions (y compris les annexes et les pièces justificatives) doivent être soumises à l'aide des formulaires fournis *dans* le système de soumission (⚠ et NON à l'aide des documents disponibles sur la page « Thème » — ceux-ci sont fournis à titre d'information uniquement).

Les propositions doivent être **complètes** et contenir toutes les informations demandées ainsi que toutes les annexes et pièces justificatives requises :

- Formulaire de candidature, partie A — contient les informations administratives concernant les participants (futur coordinateur, bénéficiaires et entités affiliées) ainsi que le budget synthétique du projet (*à remplir directement en ligne*) ;
- Formulaire de candidature « » Partie B — contient la description technique du projet (*à télécharger depuis le système de soumission du portail, à remplir, puis à assembler et à re-téléverser*) ;
- Partie C (outil KPI) — contient des données supplémentaires sur la contribution du projet aux indicateurs clés de performance du programme de l'UE (*à remplir directement en ligne, toutes les sections doivent être complétées*) ;
- **annexes obligatoires et pièces justificatives** (*modèles disponibles au téléchargement sur le système de soumission du portail, à remplir, à assembler puis à télécharger à nouveau*) :
 - liste des projets antérieurs (projets clés des 4 dernières années) (*modèle disponible dans la partie B*). Ne s'applique pas aux organisations nouvellement créées ;
 - une lettre de soutien signée par la municipalité (applicable aux candidats et aux partenaires relevant de la catégorie « Organisation à but non lucratif représentant les autorités locales »). Ce document doit être fourni au plus tard lors de la phase GAP ;
 - Les entités privées impliquant directement des enfants dans les activités du projet doivent fournir une **politique de protection de l'enfance (CPP)** couvrant les quatre domaines décrits dans [les normes de protection de l'enfance « Keeping Children Safe »](#). La CPP doit être disponible en ligne et accessible à toute personne en contact avec l'organisation.

Elle doit contenir des informations claires sur le recrutement du personnel (y compris les stagiaires et les bénévoles) et prévoir des vérifications des antécédents (vérification des antécédents). Elle doit également inclure des procédures et des règles claires à l'intention du personnel, notamment des règles de signalement, ainsi qu'une formation continue.
 - Les organismes publics (par exemple, les collectivités locales, les ministères, etc.) peuvent s'acquitter de cette obligation en présentant [une déclaration sur l'honneur](#) de leurs représentants légaux


attestant que les mesures de protection de l'enfance de l'entité publique sont conformes aux principes et normes décrits dans les [normes de protection de l'enfance «Keeping Children Safe»](#).

Lors de la soumission de la proposition, vous devrez confirmer que vous disposez du **mandat nécessaire pour agir** au nom de tous les candidats. De plus, vous devrez confirmer que les informations contenues dans la candidature sont correctes et complètes et que les participants respectent les conditions requises pour bénéficier d'un financement de l'UE (notamment en matière d'éligibilité, de capacité financière et opérationnelle, d'exclusion, etc.). Avant la signature de la subvention, chaque bénéficiaire et chaque entité affiliée devra le confirmer à nouveau en signant une déclaration sur l'honneur (DoH). Les propositions ne bénéficiant pas d'un soutien complet seront rejetées.

Votre candidature doit être **lisible, accessible et imprimable** (veuillez vérifier attentivement la mise en page des documents téléchargés)

Les propositions sont limitées à **40 pages** maximum (partie B). Les évaluateurs ne prendront pas en compte les pages supplémentaires.

Il se peut que des documents supplémentaires vous soient demandés ultérieurement (*pour la validation de l'entité juridique, la vérification de la capacité financière, la validation du compte bancaire, etc.*).

-  Pour plus d'informations sur le processus de soumission (y compris les aspects informatiques), consultez le [manuel en ligne](#).

6. Éligibilité

Participants éligibles (pays éligibles)

Pour être éligibles, les candidats (bénéficiaires) doivent :

- être des personnes morales (organismes publics ou privés)
- être établies dans l'un des pays éligibles, à savoir :
 - les États membres de l'UE (y compris les pays et territoires d'outre-mer (PTOM))
 - les pays tiers :
 - pays associés au programme CERV ou pays avec lesquels des négociations sont en cours en vue d'un accord d'association et pour lesquels l'accord entrera en vigueur avant la signature de la subvention ([liste des pays participants](#)).



Veuillez consulter régulièrement cette liste pour connaître l'état d'avancement des pays en cours d'association.

- autres conditions d'éligibilité :

- Le demandeur principal et son ou ses partenaires associés doivent être un organisme public ou une organisation à but non lucratif dotée de la personnalité juridique et officiellement établie dans l'un des pays éligibles.
- Il doit s'agir de villes/communes et/ou d'autres niveaux d'autorités locales, de leurs comités de jumelage ou d'autres organisations à but non lucratif représentant les autorités locales.
- Le projet doit être transnational et impliquer des municipalités d'au moins deux pays éligibles, dont au moins un est un État membre de l'UE.
- Les activités doivent se dérouler dans l'un des pays éligibles participant au projet.

- Les événements doivent impliquer au moins 50 participants directs, dont au moins 25 sont des «participants internationaux invités»⁸

Les bénéficiaires et les entités affiliées doivent s'inscrire au [registre des participants](#) — avant de soumettre la proposition — et devront être validés par le service central de validation (REA Validation). Pour la validation, il leur sera demandé de télécharger des documents attestant de leur statut juridique et de leur origine.

D'autres entités peuvent participer au consortium à d'autres titres, tels que partenaires associés, sous-traitants, tiers apportant des contributions en nature, etc. (*voir section 13*).

Cas spécifiques et définitions

Personnes physiques — Les personnes physiques ne sont PAS éligibles (à l'exception des travailleurs indépendants, c'est-à-dire des entrepreneurs individuels, lorsque l'entreprise n'a pas de personnalité juridique distincte de celle de la personne physique).

Organisations internationales — Les organisations internationales sont éligibles. Les règles relatives aux pays éligibles ne s'appliquent pas à elles.

Entités sans personnalité juridique — Les entités qui ne possèdent pas de personnalité juridique en vertu de leur droit national peuvent participer à titre exceptionnel, à condition que leurs représentants aient la capacité de contracter des obligations juridiques en leur nom et d'offrir des garanties pour la protection des intérêts financiers de l'UE équivalentes à celles offertes par les personnes morales⁹.

Organismes de l'UE — Les organismes de l'UE (à l'exception du Centre commun de recherche de la Commission européenne) ne peuvent PAS faire partie du consortium.

Points de contact du programme — Ils sont éligibles en tant que coordinateur ou bénéficiaire dans le cadre du présent appel, s'ils disposent de procédures permettant de séparer les fonctions de gestion de projet et de fourniture d'informations et s'ils sont en mesure de démontrer la séparation des coûts (c'est-à-dire que leurs subventions de projet ne couvrent aucun coût déjà couvert par une autre subvention). Cela nécessite les éléments suivants :

- recours à une comptabilité analytique permettant une gestion comptable des coûts à l'aide de clés de répartition et de codes comptables, ET application de ces clés et codes pour identifier et séparer les coûts (c'est-à-dire pour les affecter à l'une ou l'autre des deux subventions)
- enregistrement de tous les coûts réels engagés pour les activités couvertes par les deux subventions (y compris les coûts indirects)
- répartition des coûts de manière à aboutir à un résultat équitable, objectif et réaliste.

Associations et groupements d'intérêt — Les entités composées de membres peuvent participer en tant que «bénéficiaires uniques» ou «bénéficiaires sans personnalité juridique»¹⁰. ⚠️ Veuillez noter que si l'action est mise en œuvre par les membres, ceux-ci doivent également participer (soit en tant que bénéficiaires, soit en tant qu'entités affiliées, faute de quoi leurs coûts ne seront PAS éligibles).

Pays en cours de négociation d'accords d'association — Les bénéficiaires issus de pays dont les négociations en vue de la participation au programme sont en cours (*voir la liste des pays participants ci-dessus*) peuvent participer à l'appel à propositions et signer des conventions de subvention si les négociations sont conclues avant la signature de la convention de subvention et si l'association couvre l'appel (c'est-à-dire s'il est rétroactif et couvre à la fois la partie du programme et l'année au cours de laquelle l'appel a été lancé).


⁸ Les «participants internationaux invités» sont des participants issus de pays partenaires associés qui se rendent d'un pays à un autre pays accueillant un événement de jumelage de villes.

⁹ Voir l'article 200, paragraphe 2, point c), du règlement financier de l'UE [2024/2509](#).

¹⁰ Pour les définitions, voir les articles 190, paragraphe 2, et 200, paragraphe 2, point c), du règlement financier de l'UE [2024/2509](#).

Mesures restrictives de l'UE — Des règles spéciales s'appliquent aux entités soumises à [des mesures restrictives de l'UE](#) en vertu de l'article 29 du traité sur l'Union européenne (TUE) et de l'article 215 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE)¹¹. Ces entités ne sont pas éligibles pour participer à quelque titre que ce soit, y compris en tant que bénéficiaires, entités affiliées, partenaires associés, sous-traitants ou destinataires d'un soutien financier à des tiers (le cas échéant).

Mesures de conditionnalité de l'UE — Des règles particulières s'appliquent aux entités soumises aux mesures adoptées sur la base du règlement (UE) 2020/2092¹². Ces entités ne sont pas autorisées à participer à un rôle financé (bénéficiaires, entités affiliées, sous-traitants, bénéficiaires d'un soutien financier à des tiers, etc.). Actuellement, ces mesures s'appliquent aux fiducies d'intérêt public hongroises établies en vertu de la loi hongroise IX de 2021 ou à toute entité qu'elles gèrent (voir [la décision d'exécution \(UE\) 2022/2506 du Conseil](#), en date du 16 décembre 2022).

 Pour plus d'informations, voir [les règles relatives à la validation des entités juridiques, à la désignation des LEAR et à l'évaluation de la capacité financière](#).

Composition du consortium

Seules les candidatures de candidats individuels sont autorisées (bénéficiaires uniques).

Les propositions doivent associer des municipalités d'au moins deux pays éligibles, dont au moins un État membre de l'UE.

Les candidats qui sont des organisations à but non lucratif représentant des municipalités devront expliquer clairement dans la proposition le rôle et l'implication des municipalités dans le projet, afin de prouver leur participation et leur engagement.

Activités éligibles

Les candidatures ne seront considérées comme éligibles que si leur contenu correspond entièrement (ou au moins en partie) à la description du thème pour lequel elles sont soumises.

Les activités éligibles sont celles décrites à la section 2 ci-dessus et soumises par des villes/municipalités ou leurs comités ou réseaux de jumelage, d'autres niveaux d'autorités locales/régionales, des fédérations/associations d'autorités locales, ou des organisations à but non lucratif représentant des autorités locales.

Les manifestations de jumelage doivent réunir au moins 50 participants directs, dont au moins 25 « participants internationaux invités ». Les « participants internationaux invités » sont des délégations de partenaires associés se rendant d'un pays à un autre pays accueillant une manifestation de jumelage.

Les projets devront démontrer une valeur ajoutée particulière dans la description des activités (par exemple, innovation, bonnes pratiques).

Les candidatures qui se répètent d'une année à l'autre et qui sont soumises par le même candidat doivent démontrer, dans la candidature, la valeur ajoutée de la nouvelle action ou de la poursuite de l'action.

¹¹ Veuillez noter que le Journal officiel de l'Union européenne contient la liste officielle et que, en cas de divergence, son contenu prévaut sur celui de la [carte des sanctions de l'UE](#).

¹² Règlement (UE, Euratom) 2020/2092 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2020 relatif à un régime général de conditionnalité pour la protection du budget de l'Union (JO L 325 du 20.12.2022, p. 94).

Les activités suivantes ne sont pas considérées comme éligibles à un financement au titre du présent appel

- événements en ligne. Les activités en ligne, telles que les webinaires, peuvent faire partie du projet, mais ne seront pas prises en compte dans le calcul du nombre de participants aux fins du financement.

Les projets doivent tenir compte des résultats des projets soutenus par d'autres programmes de financement de l'UE. Les complémentarités doivent être décrites dans les propositions de projet (partie B du formulaire de candidature).

Les projets doivent être conformes aux intérêts et aux priorités politiques de l'UE (*tels que l'environnement, les questions sociales, la sécurité, la politique industrielle et commerciale, etc.*). Les projets doivent également respecter les valeurs de l'UE et la politique de la Commission européenne en matière de réputation (*par exemple, les activités impliquant le renforcement des capacités, le soutien aux politiques, la sensibilisation, la communication, la diffusion, etc.*)¹³.

Le soutien financier à des tiers n'est pas autorisé.

Localisation géographique (pays cibles)

Les propositions doivent porter sur des activités se déroulant dans les pays éligibles (*voir ci-dessus*).

Durée

Les projets doivent normalement s'étendre sur une période comprise entre 6 et 12 mois. Des prolongations sont possibles, si elles sont dûment justifiées et font l'objet d'un avenant.

Budget du projet (montant maximal de la subvention)

Les budgets des projets devraient se situer entre 8 455 et 50 745 euros par projet. La subvention accordée peut être inférieure au montant demandé.

Éthique et valeurs de l'UE

Les projets doivent respecter :

- Les normes éthiques les plus élevées
- les valeurs de l'UE telles que définies à l'article 2 du traité sur l'Union européenne et à l'article 21 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, ainsi qu'à
- d'autres lois applicables au niveau de l'UE, au niveau international et au niveau national (y compris le règlement général sur la protection des données [2016/679](#)).

Les projets doivent viser à promouvoir l'intégration de l'égalité entre les femmes et les hommes et de la non-discrimination, conformément à la [boîte à outils sur l'intégration de la dimension de genre](#). Les activités des projets doivent contribuer à l'autonomisation égale des femmes et des hommes dans toute leur diversité, en veillant à ce qu'ils réalisent pleinement leur potentiel et jouissent des mêmes droits. Elles doivent également viser à réduire les niveaux de discrimination subis par certains groupes (ainsi que par ceux exposés à une discrimination multiple) et à améliorer les résultats en matière d'égalité pour les individus. Les propositions doivent intégrer les considérations de genre et de non-discrimination et viser une représentation équilibrée des genres au sein des équipes et des activités du projet. Il est également important que les données individuelles collectées par les bénéficiaires soient ventilées par sexe ([données ventilées par sexe](#)), handicap ou âge dans la mesure du possible.

¹³ Voir, par exemple, [les lignes directrices relatives au financement des activités liées à l'élaboration, à la mise en œuvre, au suivi et à l'application de la législation et des politiques de l'Union](#).

Les candidats doivent démontrer dans leur candidature qu'ils respectent les principes éthiques et les valeurs de l'UE fondées sur l'article 2 du traité sur l'Union européenne et l'article 21 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne.

Les entités privées dont **les activités concernent des enfants** doivent fournir leur politique de protection de l'enfance (CPP) couvrant les quatre domaines décrits dans [les normes de protection de l'enfance « Keeping Children Safe »](#). Cette politique doit être accessible en ligne et transparente pour toute personne qui contacte l'organisation. Elle doit contenir des informations claires sur le recrutement du personnel (y compris les stagiaires et les bénévoles) et prévoir des vérifications des antécédents (vetting). Elle doit également inclure des procédures et des règles claires à l'intention du personnel, notamment des règles de signalement, ainsi qu'une formation continue.

Les entités publiques impliquant des enfants doivent fournir [une déclaration sur l'honneur](#) (modèle disponible en téléchargement sur le système de soumission du portail, dûment rempli et joint à la demande) ou leur politique de protection de l'enfance (CPP), le cas échéant.

7. Capacité financière et opérationnelle et exclusion

Capacité financière

Les candidats doivent disposer de **ressources stables et suffisantes** pour mener à bien les projets et apporter leur contribution. Les organisations participant à plusieurs projets doivent disposer de capacités suffisantes pour mettre en œuvre l'ensemble de ces projets.

La vérification de la capacité financière sera effectuée sur la base des documents que vous serez invité à télécharger dans le [registre des participants](#) lors de la préparation de la subvention (*par exemple, compte de résultat et bilan, plan d'affaires, rapport d'audit établi par un auditeur externe agréé, certifiant les comptes du dernier exercice clos, etc.*). L'analyse s'appuiera sur des indicateurs financiers neutres, mais tiendra également compte d'autres aspects, tels que la dépendance vis-à-vis des financements de l'UE ainsi que le déficit et les recettes des années précédentes.

Le contrôle sera normalement effectué pour tous les coordinateurs, à l'exception :

- les organismes publics (entités constituées en tant qu'organisme public en vertu du droit national, y compris les autorités locales, régionales ou nationales) ou les organisations internationales.
- si le montant de la subvention demandée pour le projet ne dépasse pas 60 000 EUR.


Si nécessaire, cela peut également s'appliquer aux entités affiliées.

Si nous estimons que votre capacité financière n'est pas satisfaisante, nous pouvons exiger :

- des informations complémentaires.
- un régime de responsabilité financière renforcé, c'est-à-dire une responsabilité solidaire de tous les bénéficiaires ou une responsabilité solidaire des entités affiliées (*voir ci-dessous, section 10*).
- un préfinancement versé par tranches.
- (une ou plusieurs) garanties de préfinancement (*voir ci-dessous, section 10*).

ou

- ne pas proposer de préfinancement.
- demander à être remplacé ou, si nécessaire, rejeter l'ensemble de la proposition.

 Pour plus d'informations, consultez [les Règles relatives à la validation des entités juridiques, à la désignation des LEAR et à l'évaluation de la capacité financière](#).

Capacité opérationnelle

Les candidats doivent disposer du **savoir-faire, des qualifications et des ressources nécessaires** pour mener à bien les projets et apporter leur contribution (y compris une expérience suffisante dans des projets de taille et de nature comparables).

Cette capacité sera évaluée conjointement avec le critère d'attribution « Qualité », sur la base des compétences et de l'expérience des candidats et de leurs équipes de projet, y compris les ressources opérationnelles (humaines, techniques et autres) ou, à titre exceptionnel, les mesures proposées pour les obtenir d'ici le début de la mise en œuvre de la tâche.

Si l'évaluation du critère d'attribution est positive, les candidats sont considérés comme disposant d'une capacité opérationnelle suffisante.

Les candidats devront démontrer leur capacité à l'aide des informations suivantes :

- profils généraux (qualifications et expérience) du personnel chargé de la gestion et de la mise en œuvre du projet
- description des participants au consortium
- liste des projets antérieurs (projets clés des quatre dernières années ; *modèle disponible dans la partie B*).

Des pièces justificatives supplémentaires peuvent être demandées, si nécessaire, pour confirmer la capacité opérationnelle d'un candidat.

Les organismes publics, les organisations des États membres et les organisations internationales sont exemptés de la vérification de la capacité opérationnelle.

Exclusion

Les candidats faisant l'objet d'une **décision d'exclusion de l'UE** ou se trouvant dans l'une des **situations d'exclusion** suivantes, qui les empêchent de bénéficier d'un financement de l'UE, ne peuvent PAS participer¹⁴ :

- faillite, liquidation, mise sous administration judiciaire, concordat, suspension des activités commerciales ou toute autre procédure similaire (y compris les procédures concernant les personnes ayant une responsabilité illimitée pour les dettes du demandeur)
- manquement aux obligations en matière de sécurité sociale ou fiscales (y compris si ces manquements sont le fait de personnes ayant une responsabilité illimitée pour les dettes du demandeur)
- coupables de fautes professionnelles graves¹⁵ (y compris si commises par des personnes ayant des pouvoirs de représentation, de décision ou de contrôle, des bénéficiaires effectifs ou des personnes indispensables à l'octroi/à la mise en œuvre de la subvention)
- ayant commis des actes de fraude, de corruption, ayant des liens avec une organisation criminelle, de blanchiment de capitaux, des infractions liées au terrorisme (y compris le financement du terrorisme), le travail des enfants ou la traite des êtres humains (y compris si ces actes ont été commis par des personnes ayant des pouvoirs de représentation, de décision ou de contrôle, des bénéficiaires effectifs ou des personnes essentielles à l'octroi/à la mise en œuvre de la subvention)
- ont fait preuve de manquements graves dans le respect des obligations principales découlant d'un marché public de l'UE, d'une convention de subvention, d'un prix, d'un contrat d'expertise ou d'un contrat similaire

¹⁴ Voir les articles 138 et 143 du règlement financier de l'UE [2024/2509](#).

¹⁵ La « faute professionnelle » comprend notamment les éléments suivants : violation des normes déontologiques de la profession ; comportement répréhensible portant atteinte à la crédibilité professionnelle ; manquement aux normes déontologiques généralement admises ; fausses déclarations ou déformation des faits ; participation à un cartel ou à tout autre accord faussant la concurrence ; violation des droits de propriété intellectuelle ; tentative d'influencer les processus décisionnels en tirant parti, par des fausses déclarations, d'un conflit d'intérêts, ou d'obtenir des informations confidentielles auprès des autorités publiques afin d'en tirer un avantage ; incitation à la discrimination, à la haine ou à la violence ou activités similaires contraires aux valeurs de l'UE lorsqu'elles affectent négativement ou risquent d'affecter l'exécution d'un engagement juridique

(y compris si ces actes sont commis par des personnes disposant de pouvoirs de représentation, de décision ou de contrôle, des bénéficiaires effectifs ou des personnes indispensables à l'octroi ou à la mise en œuvre de la subvention)

- coupables d'irrégularités au sens de l'article 1, paragraphe 2, du règlement (CE) [n° 2988/95](#) (y compris si ces irrégularités ont été commises par des personnes disposant de pouvoirs de représentation, de décision ou de contrôle, par des bénéficiaires effectifs ou par des personnes jouant un rôle essentiel dans l'octroi ou la mise en œuvre de la subvention)
- créée sous une autre juridiction dans le but de contourner des obligations fiscales, sociales ou autres obligations légales dans le pays d'origine, ou ayant créé une autre entité à cette fin (y compris si ces actes ont été commis par des personnes ayant des pouvoirs de représentation, de décision ou de contrôle, des bénéficiaires effectifs ou des personnes jouant un rôle essentiel dans l'octroi ou la mise en œuvre de la subvention).
- s'est opposé^e intentionnellement et sans justification valable⁽¹⁶⁾ à une enquête, un contrôle ou un audit mené par un ordonnateur de l'UE (ou son représentant ou un auditeur), l'OLAF, le Parquet européen ou la Cour des comptes européenne

Les candidats seront également rejetés s'il s'avère que¹⁷ :

- au cours de la procédure d'attribution, ils ont fourni de fausses informations requises comme condition de participation ou n'ont pas fourni ces informations
- ils ont précédemment participé à la préparation de l'appel à propositions, ce qui entraîne une distorsion de concurrence qui ne peut être corrigée d'une autre manière (conflit d'intérêts).

8. Procédure d'évaluation et d'attribution

Les propositions devront suivre la **procédure standard de soumission et d'évaluation** (soumission en une seule étape + évaluation en une seule étape)

Un **comité d'évaluation** (assisté d'experts externes indépendants) examinera toutes les candidatures. Les propositions feront d'abord l'objet d'une vérification des conditions formelles (recevabilité et éligibilité, *voir les sections 5 et 6*). Les propositions jugées recevables et éligibles seront évaluées au regard des critères de capacité opérationnelle et d'attribution (*voir les sections 7 et 9*), puis classées en fonction de leurs notes.

Pour les propositions ayant obtenu le même score, un **ordre de priorité** sera établi selon l'approche suivante :

Successivement pour chaque groupe de propositions *ex aequo*, en commençant par le groupe ayant obtenu le score le plus élevé, puis en descendant dans l'ordre décroissant :

- 1) Les propositions *ex aequo* relevant du même thème seront classées par ordre de priorité en fonction des notes qui leur ont été attribuées pour le critère d'attribution « Pertinence ». Lorsque ces notes sont égales, la priorité sera déterminée en fonction de leurs notes pour le critère « Qualité ». Lorsque ces notes sont égales, la priorité sera déterminée en fonction de leurs notes pour le critère « Impact ».

¹⁶ On entend par « entrave à une enquête, à un contrôle ou à un audit » le fait de mener des actions ayant pour but ou pour effet d'empêcher, d'entraver ou de retarder la conduite de l'une des activités nécessaires à la réalisation de l'enquête, du contrôle ou de l'audit, telles que le refus d'accorder l'accès nécessaire à ses locaux ou à tout autre lieu utilisé à des fins professionnelles, la dissimulation ou le refus de divulguer des informations, ou la communication de fausses informations.

¹⁷ Voir l'article 143 du règlement financier de l'UE [2024/2509](#)

Tous les candidats seront informés du résultat de l'évaluation (**lettre de résultat d'évaluation**). Les candidats retenus seront invités à préparer leur demande de subvention ; les autres seront placés sur la liste de réserve ou rejetés.



Aucun engagement de financement — L'invitation à la préparation de la subvention ne constitue PAS un engagement formel de financement. Nous devons encore procéder à diverses vérifications juridiques avant l'octroi de la subvention : *validation de l'entité juridique, capacité financière, vérification des critères d'exclusion, etc.*

La préparation de la subvention donnera lieu à un dialogue visant à affiner les aspects techniques ou financiers du projet et pourra nécessiter des informations complémentaires de votre part. Elle pourra également impliquer des modifications de la proposition afin de tenir compte des recommandations du comité d'évaluation ou d'autres préoccupations. La conformité totale constituera une condition préalable à la signature de la subvention.

Si vous estimez que la procédure d'évaluation a été entachée d'irrégularités, vous pouvez introduire une **réclamation** (en respectant les délais et les procédures indiqués dans la lettre de notification des résultats de l'évaluation). Veuillez noter que les notifications qui n'ont pas été ouvertes dans les 10 jours suivant leur envoi seront considérées comme ayant été consultées et que les délais seront calculés à compter de leur ouverture/consultation (*voir également [les conditions générales du portail «Financement et appels d'offres»](#)*). Veuillez également noter que les réclamations soumises par voie électronique peuvent être soumises à des limites de nombre de caractères.

9. Critères d'attribution

Les critères d'attribution pour cet appel sont les suivants :

- 1. Pertinence :** mesure dans laquelle la proposition correspond aux priorités et aux objectifs de l'appel ; besoins clairement définis et évaluation solide des besoins ; groupe cible clairement défini, la dimension de genre étant dûment prise en compte ; contribution au contexte stratégique et législatif de l'UE ; dimension européenne/transnationale ; impact/intérêt pour plusieurs pays (pays de l'UE ou pays tiers éligibles) ; possibilité d'utiliser les résultats dans d'autres pays (potentiel de transfert de bonnes pratiques) ; potentiel de développement de la confiance mutuelle/de la coopération transfrontalière, de création de synergies et d'évitement des doubles emplois avec des projets financés par d'autres programmes de l'Union ou des projets antérieurs (40 points)
- 2. Qualité :** clarté et cohérence du projet ; liens logiques entre les problèmes identifiés, les besoins et les solutions proposées (concept de cadre logique) ; méthodologie de mise en œuvre du projet tenant dûment compte de la perspective de genre (organisation du travail, calendrier, allocation des ressources et répartition des tâches entre les partenaires, risques et gestion des risques, suivi et évaluation) ; les questions éthiques et les mesures/politiques visant à garantir le respect des valeurs de l'UE sont abordées ; la faisabilité du projet dans le délai proposé (40 points)
- 3. Impact :** ambition et impact à long terme attendu des résultats sur les groupes cibles/le grand public ; stratégie de diffusion appropriée pour garantir la durabilité et l'impact à long terme ; potentiel d'effet multiplicateur positif ; durabilité des résultats après la fin du financement de l'UE (20 points)

Critères d'attribution	Note minimale requise	Note maximale
Pertinence	25	40
Qualité	n/a	40
Impact	n/a	20
Notes globales (réussite)	70	100

Nombre maximal de points : 100 points.

Seuil individuel pour le critère « Pertinence » : 25/40 points.

Seuil global : 70 points.

Les propositions qui satisfont au seuil individuel pour le critère « Pertinence » ET au seuil global seront prises en considération pour un financement — dans la limite du budget disponible (c'est-à-dire jusqu'au plafond budgétaire). Les autres propositions seront rejetées.

10. Cadre juridique et financier des conventions de subvention

Si vous passez l'évaluation, votre projet sera invité à la phase de préparation de la subvention, au cours de laquelle il vous sera demandé de préparer la convention de subvention en collaboration avec le responsable de projet de l'UE.

Cette convention de subvention définira le cadre de votre subvention ainsi que ses conditions générales, notamment en ce qui concerne les livrables, les rapports et les paiements.

Le modèle de convention de subvention qui sera utilisé (ainsi que tous les autres modèles et documents d'orientation pertinents) est disponible dans la section « [Documents de référence](#) » [du portail](#).

Date de début et durée du projet

La date de début et la durée du projet seront fixées dans la convention de subvention (*fiche technique, point 1*). La date de début doit être postérieure à la signature de la convention (généralement dans un délai de six mois).

Une date de début rétroactive peut être accordée à titre exceptionnel pour des raisons dûment justifiées, mais jamais antérieure à la date de soumission de la proposition.

Durée du projet : voir la section 6 ci-dessus.

Étapes clés et livrables

Les activités doivent être regroupées en un seul lot de travail, qui constitue une subdivision majeure du projet (par exemple, gestion et coordination du projet, communication et diffusion, etc.). Pour le jumelage de villes, les activités du projet doivent être organisées en un seul lot de travail (WP).

Pour ce lot de travail, il convient de définir un objectif ainsi qu'une liste des tâches, des étapes clés et des livrables. Les livrables et les étapes clés doivent être quantifiables et mesurables. Leur structure doit être logique et s'articuler autour de résultats identifiables assortis d'indicateurs clairs.

Les étapes (non applicables à l'appel à projets « Jumelage de villes ») et les livrables de chaque projet seront gérés via le système de gestion des subventions du portail et figureront à l'annexe 1 de la convention de subvention.

Ce lot de travail doit correspondre à un ou plusieurs événements mentionnés dans le formulaire de candidature. Utilisez un seul lot de travail pour toute la durée de l'action et un seul livrable par événement.

Au total, vous aurez un lot de travail et deux livrables ou plus, en fonction du nombre d'événements. Les livrables doivent être soumis après la fin de chaque événement.

1 lot de travail = 1 ou plusieurs événements = une ou plusieurs activités

Les livrables du lot de travail doivent inclure la fiche de description de chaque événement (document obligatoire). Les fiches de description des événements doivent être publiées sur la page web de la municipalité/du coordinateur pour les projets sélectionnés et peuvent également inclure des ordres du jour ou des comptes rendus de réunions, des rapports d'évaluation et/ou de contrôle qualité, un ensemble d'indicateurs permettant d'évaluer les activités et leur impact, des rapports de conception/planification, des brochures, des recommandations et d'autres documents stratégiques contenant les conclusions des activités. Pour chaque événement, une liste de présence signée et datée doit être disponible, ainsi que les justificatifs de frais de déplacement et de séjour de tous les participants internationaux, et conservés par le coordinateur du projet en vue de tout contrôle ou audit par les services de l'UE, conformément à l'article 25 de la convention de subvention.

Un événement désigne une ou plusieurs activités, qui ne se déroulent pas nécessairement le même jour, visant à rassembler des personnes et impliquant la participation directe et vérifiable du ou des groupes cibles afin de débattre d'un thème défini à l'avance. Un événement a pour objectif d'aboutir à un résultat précis, tel que défini dans le lot de travail de référence. Pour être éligible à un financement, le nombre total de participants directs à l'événement doit respecter les exigences minimales en matière de participants/pays fixées dans la décision relative au montant forfaitaire.

Le double financement n'est pas autorisé. Par conséquent, les participants directs ne peuvent être comptés qu'une seule fois pour l'ensemble de l'événement relevant du même lot de travail, même s'ils participent à plusieurs activités/projets.

Forme de la subvention, taux de financement et montant maximal de la subvention

Les paramètres de la subvention (*montant maximal de la subvention, taux de financement, coûts éligibles totaux, etc.*) seront fixés dans la convention de subvention (*fiche technique, point 3 et article 5*).

Budget du projet (montant maximal de la subvention) : voir la section 6 ci-dessus.

La subvention prendra la forme d'une subvention forfaitaire. Cela signifie qu'elle consistera en un remboursement d'un montant fixe, basé sur un montant forfaitaire ou un financement non lié aux coûts. Ce montant sera fixé par l'autorité de financement sur la base des montants variables qu'elle aura préalablement définis et des estimations indiquées par les bénéficiaires dans le budget de leur projet. Le budget du projet doit être établi en remplissant le budget forfaitaire dans la partie A de la demande (« Lots de travail » et « Feuille de calcul du bénéficiaire »), à remplir directement en ligne.

Catégories budgétaires et règles d'éligibilité des coûts

Les catégories budgétaires et les règles d'éligibilité des coûts sont fixées dans la convention de subvention (*fiche technique, point 3, article 6 et annexe 2*).

Catégories budgétaires pour le présent appel :

- Contributions forfaitaires¹⁸

Règles spécifiques d'éligibilité des coûts pour le présent appel :

¹⁸ [Décision de la](#) du 30 septembre 2022 autorisant le recours à des montants forfaitaires pour les actions relevant du programme «Citoyens, égalité, droits et valeurs» (2021-2027).

- Le montant forfaitaire doit être calculé conformément à la méthodologie définie dans la décision relative au montant forfaitaire et en remplissant les formulaires administratifs (partie A) (section « Lots de travail »).
- Le calcul du montant forfaitaire doit respecter les conditions suivantes : nombre de participants internationaux invités (nombre de participants issus de partenaires associés se rendant d'un pays à un autre pays accueillant un événement de jumelage de villes).

Les fonctionnaires de l'UE ne sont pas pris en compte aux fins du calcul des seuils des montants forfaitaires, conformément à la décision autorisant le recours à des montants forfaitaires pour les actions relevant du programme «Citoyens, égalité, droits et valeurs» (2021-2027). Les fonctionnaires de l'UE ou les décideurs politiques de l'UE peuvent participer; toutefois, ils ne constituent pas le groupe cible visé par le présent appel, qui est conçu pour mobiliser les citoyens et les acteurs de la société civile par le biais de processus participatifs et interactifs. Seule la participation active et vérifiable des citoyens ou des parties prenantes est considérée comme éligible aux fins du calcul du montant forfaitaire.


Modalités de rapport et de paiement

Les modalités de rapport et de paiement sont fixées dans la convention de subvention (fiche technique, point 4 et articles 21 et 22).

Après la signature de la convention de subvention, vous ne recevrez aucun préfinancement.

Paiement du solde : à la fin du projet, nous calculerons le montant final de votre subvention. Si le total des paiements antérieurs est supérieur au montant final de la subvention, nous vous demanderons (à vous, le coordinateur) de rembourser la différence (recouvrement).

Tous les paiements seront versés au coordinateur.

 Veuillez noter que les paiements seront automatiquement réduits si l'un des membres de votre consortium a des dettes en cours envers l'UE (autorité de financement ou autres organismes de l'UE). Ces dettes seront compensées par nos soins, conformément aux conditions énoncées dans la convention de subvention (*voir l'article 22*).

Veuillez également noter que vous êtes tenu de **conserver des traces** de tous les travaux effectués.

Garanties de préfinancement

Si une garantie de préfinancement est requise, elle sera fixée dans la convention de subvention (fiche technique, point 4). Le montant sera déterminé lors de la préparation de la subvention et sera normalement égal ou inférieur au préfinancement de votre subvention.

La garantie doit être libellée en euros et émise par une banque ou un établissement financier agréé établi dans un État membre de l'UE. Si vous êtes établi dans un pays tiers et souhaitez fournir une garantie émanant d'une banque ou d'un établissement financier de votre pays, veuillez nous contacter (celle-ci pourra être acceptée à titre exceptionnel, si elle offre une sécurité équivalente).

Les montants bloqués sur des comptes bancaires ne seront PAS acceptés comme garanties financières.

Les garanties de préfinancement sont normalement demandées au coordinateur, pour le consortium. Elles doivent être fournies pendant la préparation de la subvention, à temps pour permettre le préfinancement (copie numérisée via le portail ET original par courrier postal).

Si cela a été convenu avec nous, la garantie bancaire peut être remplacée par une garantie d'un tiers.

La garantie sera libérée à la fin de la subvention, conformément aux conditions prévues dans la convention de subvention (art. 23).

Certificats

En fonction du type d'action, du montant de la subvention et du type de bénéficiaires, il peut vous être demandé de présenter différents certificats. Les types, calendriers et seuils pour chaque certificat sont fixés dans la convention de subvention (*fiche technique, point 4 et art. 24*).

Régime de responsabilité en matière de recouvrements

Le régime de responsabilité en matière de recouvrement sera défini dans la convention de subvention (*fiche technique, point 4.4, et article 22*).

Pour les bénéficiaires, il s'agit de l'un des cas suivants :

- responsabilité solidaire *limitée* avec des plafonds individuels — *chaque bénéficiaire à son montant maximal de subvention*
 - responsabilité solidaire inconditionnelle — *chaque bénéficiaire jusqu'à concurrence du montant maximal de la subvention pour l'action*
- ou
- responsabilité financière individuelle — *chaque bénéficiaire n'étant responsable que de ses propres dettes*.

En outre, l'autorité de financement peut exiger la responsabilité solidaire des entités affiliées (avec leur bénéficiaire).

Dispositions relatives à la mise en œuvre du projet

Règles en matière de DPI : *voir le modèle de convention de subvention (article 16 et annexe 5) :*

- droits d'utilisation des résultats : Oui

Communication, diffusion et visibilité du financement : *voir le modèle de convention de subvention (art. 17 et annexe 5) :*

- activités supplémentaires de communication et de diffusion : Oui

Autres spécificités

n/a

Non-respect et rupture de contrat

La convention de subvention (chapitre 5) prévoit les mesures que nous pouvons prendre en cas de rupture de contrat (et d'autres problèmes de non-conformité).



Pour plus d'informations, voir [AGA — Accord de subvention annoté](#).

11. Comment soumettre une demande

Toutes les propositions doivent être soumises directement en ligne via le système de soumission électronique du portail « Funding & Tenders ». Les candidatures sur papier ne sont PAS acceptées.

La soumission se **déroule** en **deux étapes** :

a) créer un compte utilisateur et enregistrer votre organisation

Pour utiliser le système de soumission (seul moyen de postuler), tous les participants doivent [créer un compte utilisateur EU Login](#).

Une fois que vous disposez d'un compte EU Login, vous pouvez [enregistrer votre organisation](#) dans le registre des participants. Une fois votre inscription finalisée, vous recevrez un code d'identification de participant (PIC) à 9 chiffres.

b) soumettre la proposition

Accédez au système de soumission électronique via la page « Thème » dans la section [« Rechercher des financements et des appels d'offres »](#) (ou, pour les appels lancés par invitation à soumettre une proposition, via le lien fourni dans la lettre d'invitation).

Soumettez votre proposition en 4 parties, comme suit :

- La partie A contient les informations administratives relatives aux organisations candidates (futur coordinateur, bénéficiaires, entités affiliées et partenaires associés¹⁹) ainsi que le budget synthétique de la proposition. Veuillez la remplir directement en ligne
- La partie B (description de l'action) porte sur le contenu technique de la proposition. Téléchargez le modèle Word obligatoire à partir du système de soumission, remplissez-le et téléchargez-le au format PDF
- Partie C (outil KPI) contenant des données supplémentaires sur le projet. À remplir directement en ligne ; toutes les sections doivent être complétées.
- Annexes (*voir section 5*). Téléchargez-les au format PDF (un seul ou plusieurs selon les emplacements). Le téléchargement au format Excel est parfois possible, selon le type de fichier.

La proposition doit respecter les **limites de pages** (*voir section 5*) ; les pages excédentaires ne seront pas prises en compte.

Les documents doivent être téléchargés dans la **bonne catégorie** du système de soumission, faute de quoi la proposition pourrait être considérée comme incomplète et donc irrecevable.

La proposition doit être soumise **avant la date limite de l'appel à propositions** (*voir section 4*). Passé ce délai, le système sera fermé et il ne sera plus possible de soumettre de propositions.

Une fois la proposition soumise, vous recevrez un **e-mail de confirmation** (indiquant la date et l'heure de votre candidature). Si vous ne recevez pas cet e-mail de confirmation, cela signifie que votre proposition n'a PAS été soumise. Si vous pensez que cela est dû à un dysfonctionnement du système de soumission, vous devez immédiatement déposer une réclamation via le [formulaire en ligne du service d'assistance informatique](#), en expliquant les circonstances et en joignant une copie de la proposition (et, si possible, des captures d'écran montrant ce qui s'est passé).

Les détails relatifs aux processus et aux procédures sont décrits dans le [manuel en ligne](#). Ce dernier contient également des liens vers la FAQ et des instructions détaillées concernant le système d'échange électronique du portail.

Utilisation de l'intelligence artificielle (IA) dans les propositions

Lorsqu'il s'agit d'envisager l'utilisation d'outils d'intelligence artificielle (IA) générative pour la préparation de la proposition, il est impératif de faire preuve de prudence et de mûre réflexion. Le contenu généré par l'IA doit être minutieusement examiné et validé par les candidats afin de garantir sa pertinence et son exactitude, ainsi que sa conformité avec la réglementation en matière de propriété intellectuelle. Les candidats sont entièrement responsables du contenu de la proposition (y compris des parties produites par l'outil d'IA) et doivent faire preuve de transparence en indiquant quels outils d'IA ont été utilisés et comment ils ont été mis en œuvre.

Plus précisément, les candidats sont tenus de :

¹⁹ Voir la section 13 pour plus d'informations sur les rôles au sein du consortium et les rôles du coordinateur, des entités affiliées et des partenaires associés.

- Vérifier l'exactitude, la validité et la pertinence du contenu ainsi que des citations générées par l'outil d'IA, et corriger toute erreur ou incohérence.
- Fournir une liste des sources utilisées pour générer le contenu et les citations, y compris celles générées par l'outil d'IA. Vérifiez soigneusement les citations pour vous assurer qu'elles sont exactes et correctement référencées.
- Etre conscient du risque de plagiat lorsque l'outil d'IA a reproduit des passages importants provenant d'autres sources. Vérifiez les sources originales pour vous assurer que vous ne plagiez pas le travail de quelqu'un d'autre.
- Reconnaître les limites de l'outil d'IA dans la préparation de la proposition, y compris le risque de partialité, d'erreurs et de lacunes dans les connaissances.

12. Aide

Dans la mesure du possible, **essayez de trouver vous-même les réponses dont vous avez besoin** dans ce document et dans les autres documents (nos ressources pour traiter les demandes directes sont limitées) :

- [Manuel en ligne](#)
- Questions-réponses sur la page « Thème » (pour les questions spécifiques aux appels ouverts ; ne s'applique pas aux actions sur invitation)
- [FAQ du portail](#) (pour les questions d'ordre général).

Veuillez également consulter régulièrement les pages « Call » et « Topic », car nous les utiliserons pour publier les mises à jour de l'appel. (Pour les appels sur invitation, nous vous contacterons directement en cas de mise à jour de l'appel), y compris une invitation à la séance d'information destinée aux candidats (le cas échéant) après l'ouverture de l'appel.

Contact

Pour toute question spécifique concernant le système de soumission du portail, veuillez contacter le [service d'assistance informatique](#).

Les questions non liées à l'informatique doivent être envoyées à l'adresse e-mail suivante : EACEA-CERV@ec.europa.eu.

Veuillez indiquer clairement la référence de l'appel à propositions et le thème auquel se rapporte votre question (*voir la page de garde*).

13. Important



IMPORTANT

- **N'attendez pas la dernière minute** — Remplissez votre candidature suffisamment à l'avance par rapport à la date limite afin d'éviter tout **problème technique** de dernière minute. Les problèmes liés aux soumissions de dernière minute (*par exemple, congestion, etc.*) seront entièrement à votre charge. Les dates limites de l'appel ne peuvent PAS être prolongées.
- **Consultez** régulièrement la page « Appel et thème » du portail. Nous l'utiliserons pour publier des mises à jour et des informations supplémentaires sur l'appel (mises à jour de l'appel et du thème).
- **Système d'échange électronique du portail « Financement et appels d'offres »** — En soumettant leur candidature, tous les participants **acceptent** d'utiliser le système d'échange électronique conformément aux [conditions générales du portail](#).
- **Inscription** — Avant de soumettre la candidature, tous les bénéficiaires, entités affiliées et partenaires associés doivent être inscrits au [registre des participants](#). Le code d'identification du participant (PIC) (un par participant) est obligatoire pour remplir le formulaire de candidature.
- **Rôles au sein du consortium** Lors de la constitution de votre consortium, vous devez penser à des organisations qui vous aideront à atteindre vos objectifs et à résoudre les problèmes.

Les rôles doivent être attribués en fonction du niveau de participation au projet. Les participants principaux doivent participer en tant que **bénéficiaires** ou **entités affiliées** ; les autres entités peuvent participer en tant que partenaires associés, sous-traitants ou tiers apportant des contributions en nature. **Les partenaires associés** et les tiers apportant des contributions en nature doivent prendre en charge leurs propres coûts (ils ne deviendront pas des bénéficiaires officiels du financement de l'UE).

Coordinateur — Dans le cadre des subventions à bénéficiaires multiples, les bénéficiaires participent sous la forme d'un consortium (groupe de bénéficiaires). Ils devront désigner un coordinateur, qui se chargera de la gestion et de la coordination du projet et représentera le consortium auprès de l'autorité de financement. Dans le cadre des subventions à bénéficiaire unique, le bénéficiaire unique sera automatiquement désigné comme coordinateur.

- **Entités affiliées** — Les candidats peuvent participer avec des entités affiliées (c'est-à-dire des entités liées à un bénéficiaire qui participent à l'action avec des droits et obligations similaires à ceux des bénéficiaires, mais qui ne signent pas la convention de subvention et ne deviennent donc pas elles-mêmes bénéficiaires). Elles recevront une partie des fonds de la subvention et doivent donc se conformer à toutes les conditions de l'appel à propositions et être validées (tout comme les bénéficiaires) ; mais elles ne sont pas prises en compte dans le calcul des critères d'éligibilité minimaux relatifs à la composition du consortium (le cas échéant). Si des entités affiliées participent à votre projet, n'oubliez pas de fournir, dans le cadre de votre candidature, des documents attestant de leur lien d'affiliation avec votre organisation.
- **Partenaires associés** — Les candidats peuvent s'associer à des partenaires associés (c'est-à-dire des organisations partenaires qui participent à l'action sans toutefois avoir droit à une subvention). Ceux-ci participent sans bénéficier d'un financement et ne doivent donc pas faire l'objet d'une validation.
- **Accord de consortium** — Pour des raisons pratiques et juridiques, il est recommandé de mettre en place des dispositions internes vous permettant de faire face à des circonstances exceptionnelles ou imprévues (dans tous les cas, même si cela n'est pas obligatoire en vertu de la convention de subvention). L'accord de consortium vous offre également la possibilité de redistribuer les fonds de la subvention selon vos propres principes et paramètres internes au consortium (par exemple, un bénéficiaire peut réattribuer ses fonds à un autre bénéficiaire). L'accord de consortium vous permet ainsi d'adapter la subvention de l'UE aux besoins au sein de votre consortium et peut également contribuer à vous protéger en cas de litige.

- **Budget équilibré du projet** — Les demandes de subvention doivent garantir un budget équilibré et la disponibilité de ressources suffisantes pour mener à bien le projet (*par exemple, contributions propres, recettes générées par l'action, contributions financières de tiers, etc.*). Il pourra vous être demandé de revoir à la baisse vos coûts estimés s'ils ne sont pas éligibles (notamment s'ils sont excessifs).
- **Projets achevés/en cours** — Les propositions de projets déjà achevés seront rejetées ; les propositions de projets déjà entamés seront évaluées au cas par cas (dans ce cas, aucun coût ne pourra être remboursé pour les activités qui ont eu lieu avant la date de début du projet/la soumission de la proposition).
- **Règle de non-lucrativité** — Les subventions ne doivent PAS générer de profit (c'est-à-dire un excédent des recettes + subvention de l'UE par rapport aux coûts). Nous vérifierons ce point à la fin du projet.
- **Pas de cumul de financements / pas de double financement** — Il est strictement interdit de cumuler des financements provenant du budget de l'UE (sauf dans le cadre des « actions Synergies de l'UE »). En dehors de ces actions de synergies, une action donnée ne peut recevoir qu'UNE SEULE subvention du budget de l'UE et les postes de dépenses ne peuvent en AUCUN cas être déclarés au titre de deux subventions de l'UE. Si vous souhaitez néanmoins bénéficier de différentes possibilités de financement de l'UE, les projets doivent être conçus comme des actions distinctes, clairement délimitées et séparées pour chaque subvention (sans chevauchement).
- **Combinaison avec des subventions de fonctionnement de l'UE** — La combinaison avec des subventions de fonctionnement de l'UE est possible, à condition que le projet reste en dehors du programme de travail de la subvention de fonctionnement et que vous vous assuriez que les postes de dépenses sont clairement séparés dans votre comptabilité et ne sont PAS déclarés deux fois (*voir [AGA — Modèle annoté de convention de subvention, art. 6.2.E](#)*).
- **Propositions multiples** Les candidats peuvent soumettre plusieurs propositions pour *différents* projets dans le cadre d'un même appel (et se voir attribuer un financement pour celles-ci).

Les organisations peuvent participer à plusieurs propositions.

MAIS : s'il y a plusieurs propositions pour des projets *très similaires*, une seule candidature sera acceptée et évaluée ; les candidats seront invités à retirer l'une d'entre elles (sinon, celle-ci sera rejetée).

- **Nouvelle soumission** — Les propositions peuvent être modifiées et soumises à nouveau jusqu'à la date limite de soumission.
- **Rejet** — En soumettant leur candidature, tous les candidats acceptent les conditions de l'appel à propositions énoncées dans le présent document (et dans les documents auxquels il fait référence). Les propositions qui ne respectent pas l'ensemble des conditions de l'appel seront **rejetées**. Cela s'applique également aux candidats : tous les candidats doivent satisfaire aux critères ; si l'un d'entre eux ne les satisfait pas, il doit être remplacé, faute de quoi la proposition dans son ensemble sera rejetée.
- **Annulation** — Certaines circonstances peuvent nécessiter l'annulation de l'appel. Dans ce cas, vous en serez informé par le biais d'une mise à jour de l'appel ou du thème. Veuillez noter que les annulations ne donnent droit à aucune indemnisation.
- **Langue** — Vous pouvez soumettre votre proposition dans n'importe quelle langue officielle de l'UE (le résumé du projet doit toutefois toujours être rédigé en anglais). Pour des raisons d'efficacité, nous vous recommandons vivement d'utiliser l'anglais pour l'ensemble de la candidature. Si vous avez besoin de la documentation relative à l'appel à propositions dans une autre langue officielle de l'UE, veuillez en faire la demande dans les 10 jours suivant la publication de l'appel (pour les coordonnées, *voir la section 12*).

- **Transparence** — Conformément à l'article 38 du [règlement financier de l'UE](#), les informations relatives aux subventions accordées par l'UE sont publiées chaque année sur le [site web Europa](#).

Cela comprend :

- les noms des bénéficiaires
- les adresses des bénéficiaires
- l'objet pour lequel la subvention a été octroyée
- le montant maximal octroyé

La publication peut exceptionnellement faire l'objet d'une dérogation (sur demande motivée et dûment justifiée) s'il existe un risque que la divulgation puisse porter atteinte à vos droits et libertés au titre de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne ou nuire à vos intérêts commerciaux.

- **Protection des données** — La soumission d'une proposition dans le cadre du présent appel implique la collecte, l'utilisation et le traitement de données à caractère personnel. Ces données seront traitées conformément au cadre juridique applicable. Elles seront traitées uniquement aux fins de l'évaluation de votre proposition, de la gestion ultérieure de votre subvention et, si nécessaire, du suivi, de l'évaluation et de la communication du programme. Les détails sont expliqués dans [la déclaration de confidentialité du portail «Financement et appels d'offres»](#).